

La fin du tsarisme

Paul Lafargue

Source: «Le Socialiste», 20^e année, n°72, dimanche 28 février 1904, p. 1.

La guerre de Crimée coûta la vie au tsar Nicolas ; il se suicida de désespoir d'avoir été battu et de honte d'avoir constaté l'irréparable corruption de l'administration russe ; la guerre russo-japonaise sonne le glas du tsarisme.

L'autocratie russe comprit que son existence était l'enjeu de la guerre, et que victorieuse ou vaincue elle était condamnée ; aussi supporta-t-elle en patience les coups de pied du Japon, plutôt que de s'y engager. Elle qui se vante d'avoir sur pied un million de soldats, qui prenait la France sous sa méprisante protection, qui, au début des négociations, jouait le matador et traitait dédaigneusement le Japon de « peuple mongol » sur qui elle n'avait qu'à abattre son poing formidable pour l'écraser, a condescendu à donner satisfactions sur satisfactions à cet adversaire méprisé : pour qu'elle sortît de son humiliante et pacifique position, il fallut torpiller des vaisseaux à Port-Arthur. Elle eut l'imbécillité de se plaindre de ce procédé brutal et non protocolaire, elle qui a pour principe de gouvernement la plus féroce et la plus traîtresse brutalité.

La Russie autocratique marche au combat l'âme découragée ; elle attend un miracle de celui que dans sa proclamation aux soldats, l'amiral Alexeïef appelle « le Dieu de la patrie russe ». Et en présence de l'ennemi, elle est désunie.

Les divisions qui, avant la guerre, régnaient dans les sphères gouvernementales, vont s'accroître et devenir un danger sérieux pour le tsarisme. Le parti ultra-réactionnaire avait imposé au faible et innocent Nicolas le renvoi du ministre des finances, Witte, qui avait lancé la Russie dans la grande production capitaliste ; le voilà qui revient sur l'eau et qui, comme Necker, redemande son ministère : son autorité va grandir, car il est le représentant de la nouvelle bourgeoisie industrielle dont les intérêts sont gravement compromis par la guerre.

La municipalité – *zemstvo* – du district de Moscou n'a pas caché son mécontentement : elle a protesté, dans son adresse au tsar, contre la guerre, dont elle rend le gouvernement responsable. Elle a été dissoute ; dans toute autre circonstance, ses membres auraient été envoyés en Sibérie. Mais il faut ménager la population de Moscou dont elle reproduit les sentiments ; car Moscou est la ville sainte, le foyer du panslavisme et le centre industriel et commercial de la Russie.

L'enthousiasme pour la guerre n'existe que dans la presse policière de la Russie et dans la presse bourgeoise de France, soudoyée par l'ambassade russe. Au contraire, des protestations se produisent partout, ouvertement : des bandes de conscrits en Pologne, en Lithuanie et en Finlande refusent d'aller à la boucherie ; drapeaux rouges en tête, elles parcourent les rues en chantant des chansons socialistes. La propagande antimilitariste redouble dans les casernes : par tout le pays, le parti socialiste se prépare à l'action. Déjà, avant la guerre, son organe central, l'*Iskra*, disait : « *Quelle que soit l'issue des difficultés dans lesquelles s'est engagée l'autocratie, elles aboutiront à la victoire du peuple sur l'autocratie. Paix ou guerre, victoire ou défaite, la Russie marche rapidement vers son émancipation.* »

L'autocratie a deux ennemis à combattre : les forces qu'elle emploiera à contenir le peuple, l'ennemi intérieur, lui feront défaut sur les champs de bataille de l'Extrême-Orient, où se joue son existence.

Mais elle a un troisième et plus redoutable ennemi : l'argent.

La Russie, depuis 1900, cherche à négocier en Europe et en Amérique un emprunt : elle ne peut vivre qu'en empruntant sans cesse pour payer les intérêts de sa dette et pour faire face aux dépenses que les recettes ne peuvent couvrir. Le krach de son industrie métallurgique et minière a fermé toutes les bourses.

Dès les premiers coups de canon, elle a recommencé ses démarches auprès des banquiers belges et français pour l'emprunt d'un milliard. La presse russophile a reçu l'ordre de démentir ces démarches qui n'avaient pas abouti : mais je tiens de personnes bien renseignées que les directeurs de banques, consultés, ont déclaré qu'un emprunt en France était impossible. Les journalistes et les politiciens peuvent faire parade de leurs sympathies pour l'alliance russe, mais les bourgeois n'entendent pas donner un sou pour sauver la chère alliée.

La guerre moderne se fait encore plus à coups de millions qu'à coups de canons. La guerre Boër a coûté cinq milliards à l'Angleterre ; la guerre de l'Extrême-Orient coûtera plus encore à la Russie. Matériel et munitions de guerre, approvisionnements et vivres des hommes et des chevaux tout devra être expédié par le transsibérien. Les troupes ne pourront se comporter en Mandchourie comme en pays conquis : il faudra payer tout ce que l'on prendra, pour ne pas indisposer les habitants, qui, déjà, n'ont pas l'amour du Cosaque. Il fallait 30.000 hommes pour garder la ligne ferrée, combien en faudra-t-il pendant la guerre ? Un pont sauté, c'est vivres et munitions coupés.

La Russie devra prendre l'encaisse métallique de la Banque, ce que l'Angleterre pendant la guerre Boër et la France pendant la guerre prussienne ne firent pas. Toucher à l'encaisse, c'est ruiner le crédit de la Banque, c'est décapiter le régime capitaliste introduit en Russie par de Witte. On dit l'encaisse énorme, est-ce vrai ? Mettons quelle elle soit d'un milliard d'or ; elle sera fondue en un mois de temps.

Alors, il faudra recourir au procédé des rois féodaux, prendre les trésors des Églises, des couvents et des monastères, comme on a déjà fait en Circassie ; ce sont de nouveaux ennemis, les pires, sur les bras.

Quant à trouver des ressources dans la population, la Russie n'y compte pas ; autrement, comme le Japon, elle aurait lancé un emprunt national. L'Autocratie ne pourra se procurer de l'argent qu'à la condition de convoquer une Assemblée nationale. Louis XVI, pour combler le déficit du budget, dut réunir les États-généraux de 1789.

Une Assemblée nationale en Russie, dans les circonstances présentes, c'est la porte ouverte à la Révolution.